

Toutes nos publications et vidéos

sur : [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

Suivez-nous aussi sur Facebook :

[www.facebook.com/mink.takawe](https://www.facebook.com/mink.takawe)

[www.facebook.com/lutteouvriere.sedan](https://www.facebook.com/lutteouvriere.sedan)

# Lettre d'information

## Lutte ouvrière

### Ardennes



06/05/2020

## Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes !

Le déconfinement se fera-t-il le 11 mai ? Les écoles rouvriront-elles ? Retrouverons-nous notre liberté de mouvement ? À une semaine de l'échéance, le gouvernement est incapable de l'assurer. On se demande d'ailleurs bien ce qu'il est capable de faire !

Irresponsabilité vis-à-vis de la société et mépris pour les plus pauvres, voilà comment le gouvernement gère cette crise.

Et on peut en dire autant de la bourgeoisie et de ceux qui dirigent les grands groupes industriels et financiers. Pour eux, il ne s'agit ni d'incompétence ni d'impuissance techniques. On le voit avec les enseignes de la grande distribution qui vendent maintenant des masques chirurgicaux.

Après avoir lancé leurs commandes il y a une douzaine de jours, elles annoncent déjà disposer de 400 millions de masques. Dans la guerre des masques, elles battent l'État à plate couture !

Mais quand ces masques étaient une question de vie et de mort pour les soignants et les salariés envoyés au front, alors que des centaines de milliers de femmes et d'hommes s'organisaient pour en fabriquer avec leurs moyens artisanaux, ces enseignes n'ont pas bougé le petit doigt. Elles se réveillent maintenant, pour en tirer profit !

Ce drame sanitaire montre la faillite des classes dirigeantes. Il faut donc être conscient que notre vie et l'avenir de la société dépendent de nous-mêmes, de notre monde, celui des travailleurs.

L'épidémie de coronavirus nous plonge dans une situation inconnue sur les plans sanitaire et économique. Mais une chose ne change pas : le grand patronat raisonne et agit pour les actionnaires, pour les intérêts d'une mince couche de privilégiés qui s'enrichit sur notre dos. Et toute la politique du gouvernement consiste à le soutenir. Alors, la première des choses est de ne pas faire confiance à tous ces dirigeants.

Il faut être conscient de ce qui nous attend pour y faire face. Car les travailleurs aussi peuvent écrire l'histoire. Dans cette crise sanitaire, ils ont fait preuve d'initiatives, de dévouement et d'esprit collectif. La bourgeoisie et son gouvernement ont fait la

démonstration inverse.

Il n'y a pas à accepter qu'une couche sociale privilégiée dont les intérêts sont aux antipodes de la société dicte sa loi. L'écrasante majorité de la population a intérêt à ce que les travailleurs prennent la direction de la société. C'est forts de cette conscience que nous pourrions combattre efficacement pour sauver nos emplois et nos salaires et aller jusqu'à changer le monde.



## Sommaire

**Éducation nationale : réouverture des écoles : aux enseignants de décider, pas aux élus**

**Éducation nationale : chassez le naturel, il revient au galop**

page 2

**Crise sanitaire : à chaque guerre, ses profiteurs**

**Leclerc, Sedan : tout le monde n'est pas logé à la même enseigne**

page 3

**Urgences de l'hôpital de Charleville-Mézières : « Quoi qu'il en coûte », mais à qui ?**

**Ehpad et hôpitaux : l'ARS prône le travail gratuit**

page 4

**Aide alimentaire : la pauvreté n'est pas une fatalité**

**Aide alimentaire : Opération résilience ou comment survivre à la faim ?**

page 5

**1<sup>er</sup> Mai, journée internationale de lutte des travailleurs**

page 6

**Aube, propos de patron**

page 7

## Éducation nationale

### Réouverture des écoles: à nous de décider, pas aux élus !



Le 4 mai, Ravignon annonçait à grand renfort d'effets de manche qu'il avait pris la décision de ne pas rouvrir les écoles avant juin : « Le 13 avril, le président de la République a annoncé que les écoles

*devraient rouvrir le 11 mai. Sans attendre, ma première adjointe et moi-même avons travaillé [...] nous sommes parvenus à la conclusion qu'il n'est pas possible de rouvrir les écoles le 11 prochain. »* Eh bien, jour pour jour, cela fait trois semaines de réflexion intense ! Il n'y a tout de même pas besoin de sortir de l'ENA pour aboutir à ça...

Pourtant, les « indices » ne manquent pas pour trancher la question: l'avis de l'ordre des médecins, l'alerte des syndicats sur le manque de moyens...

Pourtant déjà, dans les

Ardennes, des inspecteurs proposent benoîtement aux enseignants de venir travailler avec leurs enfants en cas de souci de garde. Un peu partout, des témoignages font part des diverses pressions que les cadres mettent en œuvre pour ranger les enseignants en ordre de bataille.

Face aux risques encourus, ce sont pourtant bien les personnels et les parents d'élèves qui sont les mieux placés pour décider des conditions de leur reprise et ils n'ont pas eu besoin de trois semaines, eux, pour dénoncer les aberrations de ce plan !

## Éducation nationale

### Chassez le naturel, il revient au galop !

Lors de son discours du 13 avril Macron n'a surpris personne en annonçant le déconfinement et la réouverture des écoles en date du 11 mai 2020. Pour le MEDEF et le gouvernement, il faut avant tout et quel qu'en soit le prix, que l'économie reparte et que les travailleurs et travailleuses, dégagés des soucis de garde d'enfants, reprennent le travail.

En ce qui concerne la réouverture des écoles, Macron y a même mis les formes, invoquant trémolos dans la voix, les inégalités

sociales accrues par la crise sanitaire, la désocialisation des petits, le décrochage scolaire ...

Quelle hypocrisie ! La rentrée de septembre 2020 se prépare à coup de suppressions de classes dans le primaire, à Revin, Bogny-Sur-Meuse, Givet, et de postes dans plusieurs établissements secondaires du département.

Si le souci du gouvernement était réellement le décrochage scolaire des élèves issus des couches populaires, plutôt que de

supprimer encore des moyens, il créerait des emplois.



## Crise sanitaire

### À chaque guerre, ses profiteurs



Depuis lundi 4 mai, les grandes surfaces des Ardennes mettent en vente des masques chirurgicaux. Cora fait payer 6,50 € les 10 masques ; Carrefour 2,95 € les 5 et Lidl 30 € les 50. Le réseau de grande distribution annonce avoir des dizaines de millions de masques et pendant ce temps les pharmacies, elles, peinent à s'approvisionner. C'est révoltant !

Alors que les soignants, leurs proches et les personnes les plus vulnérables ont depuis des semaines des difficultés à trouver ce matériel de protection vital, ces masques deviennent aujourd'hui un

produit d'appel pour les grandes surfaces. Elles s'assurent ainsi des profits juteux.

D'après *UFC-Que choisir*, le budget masque pour une famille de 4 personnes s'élèverait à 200 € par mois. Comment feront les ménages populaires pour assurer cette dépense indispensable, alors que leurs budgets sont déjà amputés par le chômage partiel et la hausse des prix des produits de première nécessité ?

Pour assurer à chacun les meilleures conditions de sécurité face à la propagation du virus, ces masques doivent être réquisitionnés et massivement distribués, gratuitement à tous !

## Leclerc, Sedan :

### Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne

À Sedan, plusieurs salariés du magasin Leclerc ont dû prendre des arrêts pour garde d'enfants puisque les crèches et les écoles ont fermé mi-mars.

Le revenu devait être maintenu avec d'un côté, le versement par la Sécurité sociale des indemnités journalières et de l'autre, le complément de salaire versé par Leclerc.

Mais pour certains travailleurs, toucher leur dû, c'est un véritable parcours du combattant.

Déjà en temps normal, compte tenu du manque de personnel, il faut attendre 28 jours pour qu'un dossier d'indemnité soit traité. Avec l'augmentation du nombre de demandes, on imagine bien ce que ça va être, d'autant qu'il faut récupérer l'attestation d'indemnité de la Sécu et la transmettre à l'employeur pour pouvoir toucher le complément de paie.

Quand on se souvient que les grandes entreprises ont juste à envoyer un mail pour

voir reporter leurs « charges » sociales : on a de quoi voir rouge !



## Urgences de l'hôpital de Charleville-Mézières

### « Quoi qu'il en coûte », mais à qui ?



On se souvient du discours de Macron à la veille du confinement : « *La santé n'a pas de prix...le gouvernement mobilisera tous les moyens pour [...] sauver des vies.* »

*Quoi qu'il en coûte* ». Il avait omis de préciser à qui il en coûterait surtout.

Les services de soins déjà exsangues avant l'épidémie, peinent toujours à obtenir le matériel médical indispensable à la lutte contre le virus. Après des décennies de saignée de leurs effectifs, sans embauche à la hauteur des besoins, les hôpitaux ont dû faire appel à des élèves soignants, aux retraités pour prendre en charge les patients.

Aux urgences de l'hôpital

Manchester, parmi les soignants sous-payés, on voit des stagiaires réquisitionnés travailler jusqu'à 60 heures par semaine pour toucher à peine le SMIC, que l'on sait insuffisant pour vivre. Voilà à qui l'État bourgeois présente la facture de ses belles déclarations.

Pas sûr que des applaudissements et la promesse d'une petite prime suffisent à faire oublier les centaines de milliards offerts aux capitalistes qui n'ont que faire de l'intérêt général et de la santé de la population.

## Ehpad et hôpitaux

### L'ARS prône le travail gratuit



L'épidémie de Covid a considérablement augmenté la charge de travail dans les Ehpad et les hôpitaux des Ardennes. Alors que depuis des mois, les soignants et tout le personnel dénoncent le manque de moyens et de personnels, ils font face aujourd'hui à une situation intenable.

Pour leur venir en aide, l'Agence Régionale de Santé appelle tous les personnels soignants disponibles à venir renforcer les effectifs en place... en tant que bénévoles !

Après avoir sabré les moyens des hôpitaux, fermé des lits, détruit des postes, l'ARS prévoit toujours de supprimer 174 lits et 598 postes au CHU de Nancy, elle mise maintenant sur le travail gratuit et la bonne volonté des travailleurs !

Les hôpitaux, les Ehpad

des Ardennes, et de tout le pays, tiennent uniquement parce que le personnel fait preuve d'un dévouement extrême, d'une solidarité sans faille. Ce sont ces travailleurs qui font marcher les services au quotidien, qui savent le mieux ce qui est nécessaire au bon fonctionnement des services. Il faut tenir compte de leurs besoins : ils demandent plus de personnels formés et embauchés de manière stable, des augmentations de salaires ainsi que davantage de matériels et de lits.



## Aide alimentaire

### La pauvreté n'est pas une fatalité

Depuis la crise sanitaire, nombreux sont ceux qui ont vu fondre leurs revenus, à cause du chômage partiel ou à la rupture de leurs contrats. Le nombre de personnes plongées dans la misère s'est donc accru, dans un département où le taux de pauvreté dépassait déjà largement le niveau national (19,4%).

Si nous n'avons pas vu ici les files d'attente s'allonger devant les Restos du cœur ou le Secours populaire, ce n'est seulement que parce que ces associations caritatives ont dû majoritairement fermer leurs portes. En effet, ceux qui en assurent l'activité, des retraités, donc plus vulnérables au virus, ou des bénévoles sans emploi ont dû

se confiner. Les aides alimentaires ont ainsi drastiquement diminué, faute de distribution, jetant une partie grandissante de la population dans une situation toujours plus dramatique.

Dans un pays riche comme la France, les aides humanitaires peinent de plus en plus à résorber la misère que ce système produit. Avec la prochaine crise économique qui s'annonce, aucun travailleur ne peut se sentir à l'abri.

Mais la misère n'est une fatalité que dans le cadre de ce système en faillite. Ceux qui le font encore tenir debout, en risquant leur santé, ont les moyens de reprendre en main

l'économie, de la réorganiser en fonction des besoins de la population. Mais cela ne se fera pas sans arracher aux possédants leur pouvoir de décision sur toute la société, sans reprendre à notre compte tous les moyens de production.



## Aide alimentaire

### Opération résilience ou comment survivre à la faim ?



Beaucoup d'associations caritatives à Charleville-Mézières ont dû fermer leurs

portes. En effet elles vivent souvent grâce au travail de bénévoles, pour beaucoup retraités et fragilisés dans la période actuelle.

L'État a fait mine de pallier au problème de distribution des colis d'aide alimentaire. Le 3ème Régiment d'Infanterie, basé sur la ville, a été sollicité pour effectuer quelques tournées de distribution de colis fin avril, soit plus d'un mois après le début du confinement. Mais pourquoi faire appel à l'armée ? Dans

notre région il y a des milliers de jeunes travailleurs, qui pourraient être embauchés pour assurer ce travail particulier de distribution et d'une manière générale pour aller travailler dans les hôpitaux ou les Ehpad où il manque cruellement de personnels ?

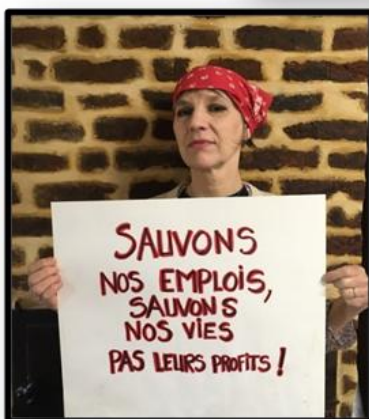
Cela dit pour régler les problèmes alimentaires, comme tous les autres, mieux ne pas attendre une solution d'en haut, et nous organiser nous-mêmes pour les résoudre.

## 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale de lutte des travailleurs

À l'occasion de la journée internationale de lutte des travailleurs, des camarades

du département se sont pris en photos avec leurs affiches

et drapeaux pour manifester malgré le confinement.





Aube

## Propos de patron



Le président de la chambre patronale des petites et moyennes entreprises de l'Aube s'inquiète : « *Ce qui me fait peur, c'est que le télétravail, c'est bien beau, mais qui va créer la richesse ? Il faut bien créer le produit. Et puis ça va être dur de revenir en arrière, d'expliquer qu'il faut revenir à l'usine.* »

Lui-même, en tant que dirigeant de l'entreprise de textile Emo, a trouvé sa propre « solution » : il a maintenu la production de son usine en disant aux ouvrières qu'elles ne toucheraient aucun revenu si elles ne venaient pas travailler...

## Nos publications



**Notre hebdomadaire**



**Notre mensuel**

Cliquez sur le type de publication pour y accéder en ligne